

ÉDUCATION ■ Syndicats, élus et parents d'élèves s'allient contre le manque de remplaçants titulaires dans les classes

Toujours trop de jours sans remplaçant

Rassemblés dans une étroite salle du rez-de-chaussée de la Maison du peuple de Limoges, dix représentants syndicaux partagent leur ras-le-bol contre la « mécanique bien huilée » de gestion des remplacements dans l'Éducation nationale. Une action devant le tribunal administratif est envisagée.

Marion Buzy

marion.buzy@centrefrance.com

D'entrée, le chiffre qu'ils donnent est clair : en Haute-Vienne, chaque jour, « quinze à vingt » jours de classe ne sont pas remplacés. « On est monté jusqu'à 100 classes en décembre, s'inquiètent-ils et le mois de mars aussi a été compliqué ».

En tout, depuis septembre, 2.317 jours de classe n'ont pas été remplacés dans le département. « C'est à peu près comme en 2014-2015. Preuve que ça s'inscrit bien dans la durée. »

« 2.317 jours, cela fait 1,2 % du total »

Dans les couloirs de l'académie, on valide la statistique, mais on ne lui



FERMÉ. En Creuse, il arrive que des écoles ferment par manque de remplaçants. Pourtant, les petites structures sont prioritaires. ILLUSTRATION : MARION BOISJOT

donne pas le même poids. « 2.317 jours de classes non remplacés, pour un total de 191.565 jours de classes, cela représente 1.2 % du total », nuancent les services, avant d'ajou-

ter que c'est quand même « toujours trop ». Ce taux devient 1,8 % en Creuse et 0,41 % en Corrèze, où « 94 % des absences ont d'ailleurs été couvertes entre septembre et le

31 mai » ajoutent les services.

Pour les syndicats, qui ne ressentent pas la situation de la même manière sur le terrain, « on est dans un système qui creuse les iné-

LES CHIFFRES

En Haute Vienne, la fa-meuse brigade regroupe 138 titulaires pour 1.270 classes. Ils sont 63 pour 424 classes en Creuse ; 88 pour 811 classes en Cor-rèze.

galités et qui ne respecte pas les enfants. Je connais le cas d'une classe qui n'a pas de remplaçant(e) depuis trois mois. Certains parents font travailler leur enfant à la maison, d'autres non. Parce que de notre côté, quand on reçoit les élèves sans professeur, on arrive un temps à maintenir un enseignement spécifique, mais ça se termine par de la garde-rie... », explique Fabrice Premaud (FSU SNUIPP 87). Dans certains territoires, il l'assure, les absorptions sont particulièrement « douloureuses ». En Creuse, « il arrive que des établissements ferment à cause de ça ». L'académie confirme.

Une « stratégie »

Sur une carrière d'écolier, peu importe qu'il soit Haut-Viennois, Corrèzien ou Creusois, « il doit arri-

ver que certains enfants aient perdu une demi-année d'enseignement ! », abonde son homologue de la CGT Educ'Action Limousin, Fabrice Couegnass.

L'intersyndicale, qui a lancé deux alertes sociales et demandé leur aide aux sénateurs et députés locaux, construit un bloc avec les maires et les parents d'élèves. Car, il va falloir selon eux faire face à une véritable « stratégie » : « l'administration veut externaliser tout un tas de missions. Au niveau du remplacement, c'est l'utilisation des contractuels, qui sont formés en quatre jours. Elle fait cela en sous calibrant les brigades de remplaçants pour pouvoir ensuite faire appel à des contractuels corvéables à merci », dénonce Fabrice Premaud.

« Pour améliorer la situation, il faut déclencher la volonté politique et c'est là que ça coince : il y a des volumes d'emplois qui sont dévolus à l'académie pour les écoles et on sait qu'elle n'utilise pas l'intégralité de l'argent. Le remplacement n'est pas une priorité. » L'académie affirme que si. ■